

## Bulletin d'histoire politique

**« S'ils veulent faire la révolution, qu'ils aillent la faire chez eux à leurs risques et périls. Nos anarchistes maisons sont suffisants » : occupation et répression à Sir George Williams**

Marcel Martel



Volume 15, Number 1, Fall 2006

Le Québec des années 1960 : influences extérieures et héritage

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056093ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056093ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique  
Lux Éditeur

### ISSN

1201-0421 (print)  
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Martel, M. (2006). « S'ils veulent faire la révolution, qu'ils aillent la faire chez eux à leurs risques et périls. Nos anarchistes maisons sont suffisants » : occupation et répression à Sir George Williams. *Bulletin d'histoire politique*, 15(1), 163–177. <https://doi.org/10.7202/1056093ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2006

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

« S'ils veulent faire la révolution, qu'ils aillent la faire chez eux à leurs risques et périls. Nos anarchistes maisons sont suffisants »<sup>1</sup> :  
occupation et répression à Sir George Williams.

MARCEL MARTEL

*Professeur agrégé*

*Titulaire de la Chaire Avie Bennett Historica en histoire canadienne  
Département d'histoire, Université York*

Débutons par la présentation des faits. Le 29 janvier 1969, à Montréal, 200 étudiants de l'Université Sir George Williams occupent le 9<sup>e</sup> étage de l'édifice Hall qui abrite, notamment, le centre informatique du campus. Le 5 février, d'autres étudiants décident d'occuper le *Faculty Lounge* pour démontrer leur solidarité avec le premier groupe d'occupants. Ces occupations ont une cause similaire, soit les difficultés de l'université, selon les étudiants, à traiter d'une plainte de racisme, formulée par six étudiants originaires des Antilles près d'un an plus tôt, soit en février 1968, à l'endroit du professeur de biologie Perry Anderson. Une première enquête, dirigée par le doyen de la Faculté des sciences, a rejeté la plainte. Les plaignants n'ont toutefois pas été informés des résultats de cette enquête.

À l'automne 1968, le professeur Anderson est de retour à son poste, ce qui incite les plaignants à croire que l'enquête interne n'a jamais eu lieu ou que si elle a eu lieu, elle a été bâclée. La méfiance s'installe entre les plaignants et l'administration universitaire. En décembre, les plaignants demandent la

---

1. *La Presse*, « Le banditisme universitaire », 12 février 1969, p. 4. Je remercie Matt Littlefair, étudiant à la maîtrise en histoire à l'Université York, qui était l'assistant de recherche pour le projet sur les événements de Sir George Williams, ainsi que Jean Lamarre et Magali Deleuze pour leurs commentaires sur une première version de mon texte. Ce projet de recherche a reçu l'appui financier de la Chaire Avie Bennett Historica en histoire canadienne.

démission d'Anderson. En réaction, l'administration universitaire propose la formation d'un comité de cinq membres, sur lequel siègent deux professeurs de race noire. L'enquête doit débiter à la fin du mois de janvier 1969 mais rapidement, les deux professeurs noirs démissionnent du comité d'enquête. L'administration universitaire en nomme deux autres, ce qui déplaît aux six plaignants. Ces derniers, en compagnie de 194 autres personnes, décident donc le 29 janvier d'occuper le centre informatique.

Le conflit entre l'enseignant, la direction de l'université et les occupants tourne à la violence. Pourtant, la direction et les occupants avaient élaboré un compromis, soit la suspension d'Anderson. Toutefois, l'Association des professeurs de l'université avait rejeté catégoriquement ce compromis<sup>1</sup>. Le 12 février, selon la version de l'administration, largement reprise par les médias, les occupants saccagent le centre informatique. Le comportement des étudiants justifie la décision de l'administration de recourir aux forces de l'ordre. Ceux et celles qui étaient dans le *Faculty Lounge* rejoignent les autres occupants au 9<sup>e</sup> étage de l'édifice Hall. Les policiers entrent dans l'édifice mais se heurtent à des barricades, érigées par les occupants. Plus tard dans la journée, un incendie éclate dans le centre informatique. Pompiers et policiers interviennent pour mettre fin à l'occupation qui aura duré une douzaine de jours.

Le bilan est lourd : le centre informatique subit des pertes estimées à plus d'un million de dollars et 97 individus sont arrêtés. 48 des personnes arrêtées sont des étrangers provenant des Caraïbes (dix de Trinidad, quatre de la Jamaïque, deux de la Guyane, deux de la Barbade, un des Bahamas, un de la République dominicaine), onze des Antilles, cinq des États-Unis et les autres de divers pays, principalement d'Europe occidentale<sup>2</sup>. Parmi ces étrangers, 26 sont des immigrants reçus, deux ont déposé une demande pour devenir des immigrants reçus et 18 détiennent un visa d'étude. À l'exception d'un seul, aucun des étudiants étrangers n'a une bourse d'étude décernée par le gouvernement canadien<sup>3</sup>.

L'émeute à l'Université Sir George Williams, que nous désignerons pour rester neutre comme les événements à Sir George Williams, constitue un excellent cas pour étudier l'agitation qui caractérise les campus universitaires dans les sociétés occidentales dans les années 1960. Les événements à Sir George Williams s'inscriraient dans le mouvement des manifestations étudiantes qui, notamment en Allemagne de l'Ouest, aux États-Unis, en France, en Italie, au Japon, au Mexique, en Tchécoslovaquie, ont fait les manchettes en 1968<sup>4</sup>. Ce premier angle d'approche permet de lever le voile sur l'agitation des étudiants au Québec et d'identifier ses particularités, par comparaison à

d'autres situations en Occident. Les événements à Sir George Williams permettent d'identifier l'influence externe sur les mouvements sociaux et idéologiques. En effet, un doigt accusateur est pointé en direction des étrangers qui ont participé à ces événements, car plusieurs universitaires, journalistes et politiciens croient que le mouvement américain des *Black Panthers* est impliqué dans ce conflit. La violence marquant la fin de l'occupation en serait la preuve.

Cet article s'intéresse à la construction de cet événement à travers quatre acteurs en particulier. La fin dramatique de l'occupation devient un fait d'actualité. Les journaux de Montréal mais également la presse canadienne portent une attention à ces événements et proposent des interprétations qui reflètent leurs engagements idéologiques à l'égard des questions de la contre-culture, des conflits étudiants, qui surviennent un peu partout en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, et des rapports ethniques. Pour leur part, les étudiants, notamment leurs associations nationales, interviennent dans le débat afin d'offrir leur compréhension des événements. Cette discussion dans l'espace public interpelle à son tour les politiciens fédéraux en raison d'une piste d'interprétation donnée à ces événements : la présence d'agitateurs en provenance de l'étranger. Si ces étrangers ont réussi à mettre les « pieds » à Montréal, cela révèle des déficiences dans le mécanisme de régulation du flot migratoire. Le dernier acteur est la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Si les mécanismes de régulation du flux migratoire ne peuvent être blâmés, qu'en est-il de ceux qui détiennent une partie du monopole étatique de la violence physique légitime ? Puisque la GRC informe l'État sur de possibles menaces à la sécurité nationale, que révèle le travail d'infiltration sur le terrain ? En d'autres mots, est-ce que Sir George Williams apparaît sur l'écran radar de la GRC ? Les événements de Sir George Williams deviennent un événement révélateur de l'état d'esprit de ces forces policières dans le contexte de la contre-culture et de l'agitation étudiante sur les campus universitaires.

En 1969, le caractère spectaculaire des événements de Sir George Williams a tout pour captiver l'attention du public et plus particulièrement celle des médias. Énumérons rapidement ces aspects spectaculaires : l'occupation de locaux par des étudiants dans un contexte d'agitation sur les campus universitaires un peu partout au Canada, en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, l'intervention policière, l'incendie puis les arrestations et les dommages causés à un édifice public. Enfin, les participants appartiennent à des groupes ethniques et plusieurs d'entre eux sont des étrangers. Voilà tous les ingrédients réunis pour faire de cette occupation un événement marquant de la fin de cette décennie, mais aussi un événement tragique dans l'imaginaire et la conscience des étudiants, des baby-boomers et des communautés noires de Montréal et du Canada.

Les événements de 1969 permettent aussi de déconstruire les questions de l'identité et des rapports ethniques. Appelées à donner un sens à ces événements et surtout à leur violence, les élites politiques et intellectuelles ont ciblé la non-appartenance à la communauté canadienne comme cause de ces événements mais surtout la manière qui caractérise le déroulement de ces événements. Par l'étude de la couverture médiatique et des commentaires des politiciens et autres observateurs de la scène publique, on découvre que la manière dite « non canadienne », adoptée par les étudiants pour manifester, est révélatrice des saillants identitaires alors en vogue pour caractériser les rapports ethniques, définis comme harmonieux. Tout événement qui perturbe cet équilibre social et ethnique doit nécessairement provenir de l'extérieur, donc se situer à l'extérieur des communautés ethniques dominantes.

Pourtant, les événements à Sir George Williams ne semblent pas constituer un événement phare. Il n'est certainement pas un incident tragique dans la conscience canadienne, ni québécoise. Il en est autrement dans celle des communautés noires<sup>5</sup>, mais leur histoire reste encore à redécouvrir et surtout à prendre sa place dans les récits collectifs canadien et québécois.

Comment expliquer cette situation ? Risquons quelques hypothèses. Certes, le chantier des années 1960, comme domaine de recherche, en est encore à ses premiers balbutiements au Canada, par comparaison à d'autres historiographies nationales<sup>6</sup>. Ensuite, les études sur le mouvement étudiant au Canada et au Québec se comptent sur les doigts de la main. Le cas de Sir George Williams y est présenté, sans constituer l'objet principal d'étude<sup>7</sup>. Enfin, l'étude de l'événement en histoire a perdu un peu en popularité. L'analyse de l'événement a tendance à privilégier l'action des individus et nous confronte à la délicate question de sa représentativité. Par exemple, est-ce que les événements de Sir George Williams sont révélateurs de l'état de tensions caractérisant les relations ethniques dans une ville en particulier, Montréal, dans le contexte de la fin des années 1960, moment de conflits intergénérationnels importants ? Ou encore, est-ce que Sir George Williams permet de lever le voile sur le racisme et l'intolérance ? Les victimes des événements à Sir George Williams, c'est-à-dire les étudiants noirs et surtout leurs leaders, l'ont affirmé au lendemain des événements. Cela rejoint les analyses de Scott W. See sur la violence collective comme un indicateur de changements sociaux, du moins comme le révèlent ses travaux sur la violence collective à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>8</sup>. Ou encore la violence, qui accompagne la fin de l'occupation du centre informatique, constitue une forme d'action politique de la part de gens appartenant à des groupes marginaux dans la société montréalaise<sup>9</sup>. Au contraire, on pourrait affirmer que Sir George Williams est un épiphénomène. Contrairement aux discours des victimes, cet événement

n'est nullement indicatif de l'état des relations inter ethniques à Montréal en 1969. L'excès auquel l'occupation a donné lieu ne révèle rien sur les rapports entre les groupes ethniques à Montréal, au Québec et au Canada en général. D'ailleurs les commentateurs de l'époque présentent cet événement comme peu représentatif de la société. Ils rappellent que les responsables de la violence sont des étrangers, qui ont amené l'agitation dans leurs bagages.

## UN PREMIER ACTEUR : LES QUOTIDIENS

Les événements à Sir George Williams acquièrent différentes significations en fonction des acteurs sociaux. Pour les besoins de notre analyse, nous avons choisi cinq quotidiens : *The Gazette* de Montréal, *The Globe and Mail*, *The Toronto Star*, *Le Devoir* et *La Presse*.

Parmi les quotidiens de langue anglaise sélectionnés, c'est sans contredit *The Gazette* qui offre la couverture la plus complète de l'occupation, des faits entourant la fin de l'occupation et des procès qui s'en suivent. Non seulement, le quotidien montréalais couvre-t-il l'événement dès le lendemain du début de l'occupation du 9<sup>e</sup> étage, mais il affecte également plusieurs journalistes lorsque l'occupation prend fin. Bref, *The Gazette* offre la couverture la plus importante des événements en terme d'articles consacrés aux événements et sa durée dans le temps.

Le 1<sup>er</sup> février, *The Gazette* publie un article sur l'occupation du 9<sup>e</sup> étage dans lequel on y identifie la cause de ce geste posé par les étudiants : les difficultés de l'administration à traiter une plainte de racisme. En effet, six étudiants se plaignent du comportement raciste du professeur Anderson. Ils s'estiment floués par une administration universitaire peu désireuse à régler ce dossier. Dans pareilles circonstances, l'occupation paraît justifier, pour ainsi médiatiser, leur cause et ainsi alerter l'opinion publique<sup>10</sup>.

Le 5 février, un éditorial du quotidien invite l'administration à créer un nouveau comité d'enquête, puisque deux des cinq membres ont démissionné<sup>11</sup>. Cinq jours plus tard, les lecteurs apprennent que l'occupation des lieux, à laquelle participent des Noirs et des Blancs, se poursuit toujours<sup>12</sup>.

La couverture devient plus intense et dramatique à compter du 12 février. *The Gazette* informe ses lecteurs que l'occupation a pris fin avec l'arrestation de 94 personnes et que les occupants ont endommagé les locaux universitaires. Fait intéressant, les journalistes notent la présence d'une foule, entre 2 000 et 4 000 personnes, à l'extérieur de l'édifice Hall. Bien qu'une minorité de « manifestants », pour reprendre les propos de l'article, « raised their hands in the fascist salute and hissed », la majorité encourage les policiers à intervenir en leur criant « Go Cops Go » et « Let's get it over with ». L'article

précise que ceux qui appuient le travail des policiers, scandent « Burn, Burn, back at the occupiers »<sup>13</sup>.

Dans les jours suivants, le quotidien montréalais fournit des détails sur l'origine ethnique et le genre des participants (environ 60 hommes et 30 femmes) ainsi que le nombre d'étrangers arrêtés. Il souligne le travail « exemplaire » des forces policières et des pompiers, l'ampleur de la destruction du centre informatique mais aussi dénonce la violence qui a marqué la fin de l'occupation des lieux par les associations des étudiants du jour et du soir de Sir George Williams. Il prend soin de souligner que des étudiants ont aidé au nettoyage des lieux<sup>14</sup>. Signalons que rien n'est écrit au sujet de la foule et sur le fait que certains individus auraient scandé, selon les dirigeants noirs, « Let the Niggers Burn »<sup>15</sup>.

Quelle est la position du quotidien devant la tournure des événements ? Dans son éditorial publié en première page de son édition du 12 février, *The Gazette* dénonce la violence. Il prend toutefois le soin de souligner que cette violence est attribuable à une minorité, qui n'est pas représentative de l'ensemble de la population étudiante de cette institution. Par ailleurs, l'université doit demeurer un lieu où la dissension et la contestation puissent s'exprimer, sans toutefois recourir à la violence. De plus, les institutions universitaires doivent trouver des moyens pour accommoder la dissension et la contestation<sup>16</sup>. Toujours dans l'édition du 12 février, Duart Farquarson présente des pistes d'analyse en situant les événements de Sir George Williams dans le contexte de l'agitation étudiante qui ponctue, depuis quelques mois, la vie des campus universitaires en Amérique et ailleurs en Europe occidentale. Si cela offre une certaine source de réconfort en démontrant que Sir George Williams n'est pas exempt des courants qui agitent le monde occidental, le journaliste insiste aussi sur les aspects singuliers de cette crise : le racisme et les difficultés de l'institution à y apporter une solution<sup>17</sup>.

*The Globe and Mail* publie ses premiers articles sur Sir George Williams le 12 février 1969. À la une, le quotidien mentionne la fin de l'occupation des lieux, le nombre d'arrestations, le genre et l'origine ethnique des gens appréhendés par les forces de l'ordre. Des cinq quotidiens consultés, *The Globe and Mail* est le seul qui rapporte les propos racistes des gens assemblés à l'extérieur de l'édifice Hall. Tandis que la plupart de ces gens dénoncent l'occupation et cachent mal leur indignation, « at a tense moment on the street someone shouted : "Get rid of the niggers" . (...) The marchers passed by, one carrying a sign reading : "This is Montreal, Alabama" »<sup>18</sup>. Dans l'édition du 15 février, Martin O'Malley ajoute d'autres preuves au sujet des propos racistes tenus par des individus qui observaient l'intervention policière. « "Go back to Biafra!" yelled a passer-by at black students occupying parts of Sir George Williams University (...) »<sup>19</sup>.

L'éditorial du quotidien torontois reproche à l'administration universitaire ses difficultés à régler la plainte de racisme à l'égard du professeur Anderson. Malgré cela, le recours à la violence est inacceptable<sup>20</sup>. En fait, les événements de Sir George Williams deviennent le prétexte pour publier des articles sur l'état des relations entre les Noirs et les Blancs dans les grandes villes et pour affirmer qu'il existe une forme de racisme poli chez la population blanche, notamment celle demeurant dans les villes de Montréal, d'Hamilton et de Toronto.

À l'instar du *Globe and Mail*, *The Toronto Star* publie ses premiers articles lorsque l'occupation prend fin. Les articles insistent sur la destruction et l'ampleur des dommages, ainsi que sur la présence de représentants du mouvement des *Black Power*. Ils mentionnent la présence d'une foule, à l'extérieur de l'édifice Hall, sans toutefois commenter son comportement<sup>21</sup>. Son éditorial n'est guère sympathique à l'égard des occupants. Il demande carrément l'expulsion de tous les étudiants qui ont participé à l'occupation, parce qu'ils ont cherché à détruire un lieu public. Bien que l'administration ait fait preuve de faiblesse en laissant les étudiants occuper des salles du campus, il est temps, selon *The Toronto Star*, d'opter pour la fermeté en recourant à l'expulsion de ceux et celles qui ont participé à l'occupation. Si l'administration refuse de poser un tel geste, sa crédibilité en souffrira<sup>22</sup>.

Du côté des quotidiens francophones, *La Presse* est celui qui condamne le plus férocement les événements de Sir George Williams. Sa couverture des événements débute avec la fin de l'occupation. Les articles font état des dégâts, des arrestations et de la composition ethnique des occupants. La foule est mentionnée sans fournir plus de détails. Tout en faisant état des faits qui ont mené des étudiants à occuper les lieux, le quotidien montréalais, sous la plume de son éditorialiste Renaude Lapointe, dénonce cet acte de violence. Avec son titre « le banditisme universitaire », Renaude Lapointe ne ménage nullement les occupants qu'elle décrit comme une « bande de voyous » dont le comportement pénalise l'ensemble de la communauté universitaire de Sir George Williams. L'éditorialiste inclut l'université elle-même parmi les victimes des événements. En effet, les étrangers ont abusé de « l'hospitalité » de l'institution, car Sir George Williams accueille plusieurs étudiants étrangers. Puisque ces étrangers ont abusé de cette hospitalité, il faut les renvoyer chez eux. « S'ils veulent faire la révolution », Renaude Lapointe a un conseil à leur donner : « qu'ils aillent la faire chez eux à leurs risques et périls. Nos anarchistes maisons sont suffisants »<sup>23</sup>. La thèse de l'influence étrangère est reprise dans l'éditorial du 13 février. Renaude Lapointe identifie les Maoïstes, désireux de « singer » la révolution culturelle chinoise, comme les responsables de l'émeute. Par contre, elle rappelle aux lecteurs que les événements de Sir



George Williams ressemblent à ceux survenus sur d'autres campus universitaires dans le monde<sup>24</sup>.

Dans les jours suivants, *La Presse* mentionne que des étudiants de l'université Carleton, de l'université Mc Gill et d'une faculté de génie, sans préciser le nom, condamnent le saccage qui a marqué la fin de l'occupation<sup>25</sup>. Ce souci à rapporter ce fait dénote une volonté de démontrer la justesse de l'interprétation du quotidien. *La Presse* n'est pas sympathique aux occupants. Le quotidien prône la loi et l'ordre. L'anarchie n'est nullement tolérable et elle l'est encore moins si les étrangers en sont les instigateurs. Ainsi le conflit s'explique par le courant mondial d'agitation étudiante, mais aussi par la présence d'étrangers qui ont amené, dans leurs bagages, l'agitation.

*Le Devoir*, dernier quotidien analysé, fait preuve de modération dans son analyse. Tout comme *La Presse*, il relate « la mise à sac » du centre informatique, le montant des dommages causés et les arrestations<sup>26</sup>. L'analyse de ce quotidien est intéressante en raison de ces silences : très peu est dit sur la composition ethnique et les origines nationales des personnes arrêtées et rien sur le comportement de la foule qui observe le travail des policiers. C'est le 14 février que *Le Devoir* fait connaître son interprétation. Dans son éditorial, le quotidien condamne le recours à la violence par les occupants. Par contre, ce recours à la violence résulte de l'action d'une minorité, qualifiée « d'énergumènes », cherchant « l'anarchie ». À l'instar des quotidiens *The Gazette* et *The Globe and Mail*, *Le Devoir* plaide pour une plus grande participation des étudiants au processus décisionnel universitaire. Bref, ce qui s'est déroulé à Sir George Williams démontre le besoin d'associer les étudiants à la gestion de l'administration. Cet événement révèle aussi que le Québec subit l'influence des courants internationaux balayant les campus universitaires<sup>27</sup>.

L'analyse de la couverture de ces événements par les cinq quotidiens démontre, d'une part, que leurs aspects sensationnels (intervention policière, violence accompagnant la fin de l'occupation, incendie) contraignent les quotidiens à couvrir l'événement et à devoir proposer des explications à l'occupation. Pourquoi cette violence ? Qui sont les responsables de ces événements ? Ces aspects sensationnels obligent les quotidiens à prendre position et à influencer la compréhension des événements. Le fait que les quotidiens interviennent, suite à ces événements, reflète le travail journalistique, du moins dans le contexte des années 1960<sup>28</sup>.

D'autre part, les opinions des cinq quotidiens analysés sont contrastées et deviennent des voix dans le domaine public, puisque cet événement et surtout les retombées amènent d'autres acteurs sociaux, jusqu'alors un peu silencieux ou qui ont été incapables de faire entendre leur voix, à intervenir. Parmi ces acteurs, il y a bien entendu les groupes étudiants dans les universités canadiennes.

## LES ÉTUDIANTS : DIVISIONS

Pour les étudiants, du moins leur porte-parole officiel, ces événements sont un malheureux incident à dénoncer. Pourquoi de telles dénonciations ? Au cours des années 1960, les étudiants ont développé un discours critique à l'égard de la gestion universitaire, l'absence de démocratie et l'incapacité d'influencer la préparation des programmes universitaires. Avec les événements survenus à Sir George Williams, les dirigeants des associations étudiantes craignent que leurs revendications pour une participation au sein des organismes de gouverne universitaires, tels que les bureaux de direction, conseils de faculté et autres instances de gouvernance, soient rejetées par les administrations universitaires. Ainsi l'association des étudiants de l'Université de Toronto (*University of Toronto Students' Administrative Council*) s'empresse de condamner la destruction qui a accompagné la fin de l'occupation. Cette résolution, qui est adoptée difficilement par 13 membres contre 11, suscite de vives réactions dans les pages du journal étudiant *The Varsity*<sup>29</sup>.

Les associations étudiantes nationales sont divisées sur les événements à Sir George Williams. La *Canadian Union of Students* n'excuse pas le recours à la violence. Par contre, à ses yeux, lorsqu'il faut identifier des coupables, c'est l'administration universitaire de Sir George Williams qui est tenue responsable, puisqu'elle a laissé pourrir le dossier. Son « refusal to negotiate in good faith » a incité au recours à la violence<sup>30</sup>. Pour l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ), les événements à Sir George Williams démontrent la violence à laquelle recourt l'establishment lorsqu'il est assiégé. Pour l'Union, le recours à la violence par les occupants n'est en fait qu'une réplique à la violence institutionnalisée dont ils sont les victimes, comme l'atteste la manière avec laquelle l'administration universitaire s'est occupée du dossier du professeur Anderson et des plaintes formulées par les six étudiants. De plus, l'UGEQ condamne la couverture médiatique qui cible les étrangers et les identifie comme les responsables de la violence qui a marqué la fin de l'occupation du centre informatique<sup>31</sup>.

Cette prise de position de l'UGEQ amène les associations des étudiants de jour et du soir de Sir George Williams à dénoncer le syndicat national et à quitter ses rangs. Ce geste marque l'aboutissement d'un conflit larvé entre ces associations et l'UGEQ. En effet, les prises de position de l'UGEQ en faveur de l'indépendance du Québec, son opposition à la loi 63 sur la langue en indisposaient plus d'un au sein des associations étudiantes. Déjà les représentants étudiants reprochaient à l'UGEQ de manquer de compréhension à l'égard des étudiants de Sir George Williams. La prise de position de l'UGEQ sur la violence marquant la fin de l'occupation, constitue la goutte qui fait

déborder le vase et fournit le prétexte pour couper les ponts avec le syndicat québécois<sup>32</sup>.

### LA CLASSE POLITIQUE : BLÂMER LES ÉTRANGERS

Lorsque les politiciens fédéraux interpellent le gouvernement sur l'affaire Sir George Williams, ils identifient les « influences extérieures », comme la cause principale de la violence. Cette manière de « régler » les événements de Sir George Williams s'explique en partie par la couverture médiatique. Deux des cinq médias analysés (*The Toronto Star* et *La Presse*) retiennent cette thèse sur les origines de l'occupation et surtout sur le recours à la violence par les occupants. Le nombre élevé d'étrangers, lorsque la police diffuse l'information sur les origines ethniques et nationales des personnes appréhendées, alimente cette thèse.

En plus des médias, l'avocat de l'université, Claude-Armand Sheppard, alimente la thèse des influences extérieures pour expliquer le recours à la violence par les occupants. En cour municipale, il informe le juge Maurice Johnson que l'université était confrontée à un « complot du dehors. Parmi les prévenus (...) il y a des gens de l'extérieur dont le but proclamé est de semer une révolution à l'université »<sup>33</sup>. Ici les termes « de l'extérieur » sont ambigus, car l'avocat peut référer à des étrangers fréquentant le campus universitaire ou encore des individus n'étudiant pas à Sir George Williams mais provenant d'autres institutions universitaires. D'ailleurs, vingt des individus arrêtés n'étaient pas des étudiants de l'université<sup>34</sup>. Bref, le terme « extérieur » renvoie à des notions de non-appartenance, soit aux communautés étudiante ou nationale.

Qu'ils soient conservateurs, créditistes ou libéraux (Marcel Prud'homme), les députés martèlent à l'unisson le même thème pendant la période des questions : que fait le gouvernement pour mettre un terme aux influences extérieures dans les mouvements étudiants ? Pourquoi ne pas utiliser la politique en matière d'immigration pour mettre un terme à ces influences extérieures ?

Outre l'appel à créer une commission d'enquête, ce que s'empresse de rejeter le premier ministre Pierre E. Trudeau, les députés demandent la déportation des personnes arrêtées, qui n'ont pas la citoyenneté, et l'accroissement des contrôles sur les étrangers, notamment les étudiants qui viennent profiter de la « générosité » des Canadiens en les laissant fréquenter les institutions universitaires canadiennes. Ainsi, l'analyse à laquelle se livrent les élites politiques ne révèle rien sur l'état des relations entre les groupes ethniques au Canada, ni sur la possible existence du racisme. Ils indiquent que ces jeunes

ne sont pas des Canadiens et qu'ils ont des comportements ne cadrant pas avec la manière plus feutrée que les Canadiens utilisent pour promouvoir leurs revendications. Pour les députés du Crédit social, inspirés par les propos d'un politicien du gouvernement du Québec sans toutefois le nommer, les événements de Sir George Williams démontrent l'action des Maoïstes et de la Chine communiste. Pour le conservateur Thompson, l'action de ces Maoïstes devrait convaincre le gouvernement fédéral à surseoir à ses négociations avec la Chine de Mao en vue de sa reconnaissance officielle<sup>35</sup>.

### LES FORCES DE L'ORDRE : BLÂMER LES ÉTRANGERS POUR MASQUER SON MANQUE DE PRÉPARATION

Les événements de Sir George Williams placent la GRC dans l'embarras. La lutte au communisme justifie sa stratégie d'infiltration des universités et surtout des milieux étudiants dans les années 1960. En 1969, le cabinet fédéral est surpris d'apprendre que la GRC a très peu à dire au sujet des infiltrations étrangères, autres que celles associées au communisme.

Dans son étude sur les activités de la GRC sur les campus universitaires, l'historien Steve Hewitt présente une force policière mal préparée pour comprendre la nature du conflit. Pourquoi? D'abord, la GRC a une mentalité influencée par le contexte idéologique de la guerre froide : l'ennemi, c'est le communiste. Ses activités d'infiltration des campus universitaires ont un but : détecter et mesurer l'influence communiste sur les campus universitaires, dans la presse étudiante, au sein du corps professoral et dans les organisations étudiantes et autres. Avec le développement du mouvement de la contre-culture, du *Black power*, du *Red Power* et de l'activisme étudiant, la GRC est prise de court, car elle n'a pas les ressources humaines et surtout la préparation pour comprendre la nature, les revendications et les actions des étudiants, particulièrement ceux de Sir George Williams. De plus, la GRC a peu d'agents provenant des groupes ethniques. Il est donc difficile d'infiltrer les milieux des étudiants noirs avec des forces policières dominées par des blancs. Enfin, les restrictions imposées par le cabinet fédéral sur le recrutement d'informateurs sur les campus contribuent aux difficultés de la GRC à recueillir de l'information<sup>36</sup>.

Malgré ses faiblesses organisationnelles, son manque de préparation et ses difficultés à recueillir de l'information, la GRC offre son explication des événements. Ses rapports se fondent sur le travail d'un informateur, qui aurait participé à l'occupation du centre informatique. La GRC affirme :

The end result of mass student unrest and agitation will terminate in a communist dictatorship of the proletariat that will be more fascist

than even that of the Nazi regime in Germany during World War II. [...] the infiltration of Sir George Williams is pre-planned and is an example of what is happening in Universities throughout North America<sup>37</sup>.

Dans un rapport soumis au quartier général le 29 janvier 1969, on y apprend :

The militants at Sir George Williams University have adopted shock troop tactics and have put them to extremely good use. The use of gross obscenities, mockery and insults are the main instruments with which they attempt to force White persons to commit acts or say something that might be construed as Racist. They appeal to other University students in speeches by adopting methods used by Eldridge CLEAVER<sup>38</sup>.

La GRC croit que les activités et le militantisme du mouvement étudiant, celui des femmes et les manifestations contre la guerre du Vietnam résultent de la présence de plus en plus importante d'Américains au Canada. Les inquiétudes de la GRC augmentent avec la tenue du congrès des écrivains noirs et du colloque pour mettre un terme à la guerre du Vietnam à Montréal à l'automne 1968. Ces événements attesteraient de l'influence grandissante du mouvement *Black Power* dans les organisations étudiantes. La présence de Rosie Douglas, qui a participé à l'organisation du congrès des écrivains noirs et à l'occupation du centre informatique, conforte la GRC dans son analyse des événements<sup>39</sup>.

## CONCLUSION

Les événements à Sir George Williams ont été construits comme un incident : les coupables sont des étrangers qui n'appartiennent pas à la communauté canadienne. Par conséquent, on élimine les facteurs internes comme possible cause de ces événements. Cette piste comporte plusieurs avantages, car elle permet à certains dirigeants des milieux étudiants d'isoler les événements à Sir George Williams, de peur qu'ils nuisent à leurs revendications visant à obtenir une participation étudiante au sein des organismes de gouverne universitaires. Pour les politiciens, la présence des étrangers permet d'inviter le gouvernement à revoir les mécanismes de régulation de l'immigration afin de garder les fauteurs de trouble à l'extérieur des frontières. Les engagements idéologiques des acteurs et le jeu de la politique partisane font en sorte que le parti Libéral, qui forme le gouvernement fédéral, refuse de mettre en cause la politique d'immigration, alors que les Conservateurs, à

titre d'opposition officielle, blâme le laxisme du parti au pouvoir. Enfin, la GRC cache ses carences et son manque de préparation en blâmant également les étrangers. Tous ces acteurs sont en partie influencés par les médias qui insistent, à des degrés divers, sur la violence attribuable aux étrangers.

Les événements à Sir George Williams sont aussi un révélateur des rapports entre l'État, les manifestations sociales et l'usage de la violence. La construction de ces événements et la réaction qu'ils suscitent, présentent des similarités avec d'autres moments d'agitation sociale ailleurs, qui tournent à la violence et amènent l'intervention des forces de l'ordre. Souvent la piste des influences étrangères, comme dans le cas de la grève de Winnipeg en 1919, est retenue. Tout comme en 1919, quelques-unes des personnes arrêtées en 1969, notamment Rosie Douglas, sont déportées parce qu'elles constituent, selon les autorités, une menace à la sécurité nationale<sup>40</sup>. Le cas de Sir George Williams nous invite à analyser l'action étatique et son recours à la répression, puisque les forces de l'ordre, pour reprendre la terminologie de Weber, exercent une partie du monopole étatique de la violence physique légitime.

Enfin, Montréal constitue un cas d'étude intéressant. La ville, surtout dans les années 1960, est un lieu de contestation sociale, linguistique, politique et raciale. Il y a une bataille pour le pouvoir symbolique mais aussi pour l'espace public, c'est-à-dire que l'on tente d'assurer une certaine hégémonie et les événements à Sir George Williams montrent une réalité plus ou moins assumée, soit la présence de tensions raciales.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

1. *The Varsity*, « SGWU occupation ends with fire, 79 arrests », 12 février 1969, p. 1 et 14.
2. Parmi les autres étrangers, il y avait un Algérien, deux Allemands, un Belge, deux Britanniques, un Français, un Israélien, un Italien, un Marocain, un Néo-Zélandais et un Portugais. Débats, Chambre des communes, 22 octobre 1969, p. 11681-11682.
3. Débats, Chambre des communes, 22 octobre 1969, p. 11681-11682.
4. Pour une brève couverture des manifestations étudiantes en 1968, on peut consulter LAVABRE, Marie-Claire et REY, Henry, *Les Mouvements de 1968*, Paris, Casterman-Guinti, 1998, collection « xx<sup>e</sup> siècle ».
5. Voir *Let the Niggers Burn! The Sir George Williams University Affair and its Caribbean Aftermath*, Montréal, Black Rose Books/Our Generation Press, 1971; EBER, Dorothy, *Canada Meets Black Power : The Computer Centre Party*, Montréal, Tundra Books of Montreal, 1969.

6. L'historiographie américaine compte plusieurs études sur les années 1960. Nous pouvons mentionner BURNER, D., *Making Peace with the 60s*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1996 ; COLLIER, P. et HOROWITZ, D., *Destructive Generation : Second Thoughts about the Sixties*, New York, Summit Books, 1989 ; FARBER, D., *The Age of Great Dreams : America in the 1960s*, New York, Hill and Wang, 1994. Pour une perspective comparative sur les années 1960, il faut consulter l'excellent ouvrage de Marwick intitulé *The Sixties. Cultural Revolution in Britain, France, Italy, and the United States, 1958-1974*, Oxford, Oxford University Press, 1998.
7. Dans son étude sur les baby boomers, Doug Owrarn aborde rapidement le cas de Sir George Williams. *Born at the Right Time. A History of the Baby Boom Generation*, Toronto, University of Toronto Press, 1996, p. 286-287.
8. Voir SEE, Scott W., « Nineteenth-Century Collective Violence : Toward a North American Context », *Labour/Le Travail*, n° 39, printemps 1996.
9. Voir HORNER, Daniel, « A Barbarism of the Worst King : Negotiating Gender and Public Space in the Aftermath of Montreal's Gavazzi Riot », Major Research Paper, History Department, York University, 2004, p. 7.
10. *The Gazette*, « Student row continues but SGWU classes on », 1<sup>er</sup> février 1969, p. 1.
11. *The Gazette*, « Sir George Students occupy Faculty lounge », 5 février 1969, p. 5.
12. *The Gazette*, « Anderson suspension temporary at SGWU », 10 février 1969, p. 1.
13. *The Gazette*, « Rioters at SGWU », 12 février 1969, p. 2.
14. *The Gazette*, 14 février 1969.
15. Voir à ce sujet *Let The Niggers Burn!...*
16. « No Right of Violence », *The Gazette*, 12 février 1969, p. 1.
17. FARQUHARSON, Duart, « A one-year old issue finally explodes », *The Gazette*, 12 février 1969, p. 9.
18. BALFOUR, Clair, « Students Destroy Computer, Start Blaze », *The Globe and Mail*, 12 février 1969, p. 3.
19. O'MALLEY, Martin, « A tolerant people? Nice to believe. We're really just polite racists », *The Globe and Mail*, 15 février 1969, p. 7.
20. « No Concessions to Violence », *The Globe and Mail*, 12 février 1969, p. 6.
21. *The Toronto Star*, 12 février 1969, p. 1 et 4.
22. « Let the Students be Expelled », *The Toronto Star*, 12 février 1969, p. 6.
23. « Le banditisme universitaire », *La Presse*, 12 février 1969, p. 4.
24. « Révolutionnaires (sans l'orthodoxie) », *La Presse*, 13 février 1969, p. 4.
25. *La Presse*, 18 février 1969, p. 6 et 10, 19 février 1969, p. 75.
26. *Le Devoir*, 12 février 1969, p. 1.
27. « Quand la contestation devient destruction », *Le Devoir*, 14 février 1969, p. 4.

28. Voir à ce sujet VAN DEBURG, William L., *New Day in Babylon. The Black Power Movement and American Culture, 1965-1975*, Chicago, The University of Chicago Press, 1992 ; MARTEL, Marcel, *Not This Time. Canadians, Public Policy, and the Marijuana Question 1961-1975*, Toronto, University of Toronto Press, 2006, p. 11-25.
29. « SAC Condemns SGWU Destruction », *The Varsity*, 14 février 1969, p. 1.
30. « College professor says he'll sue over "racism" », *The Toronto Star*, 15 février 1969, p. 3.
31. « Students' Politics to be probed », *The Globe and Mail*, 14 février 1969, p. 8 ; « SAC Condemns SGWU Destruction », *The Varsity*, 14 février 1969, p. 1 ; *Le Devoir*, 18 février 1969, p. 4.
32. « Sir George quits UGEQ », *The Gazette*, 15 février 1969, p. 3.
33. « Université SGW », *Le Devoir*, 13 février 1969, p. 2 ; « Bail Denied after University Rampage », *The Toronto Star*, 13 février 1969, p. 4.
34. EBER, *op. cit.*, p. 11-12.
35. Débats, Chambre des communes, 13 février 1969, p. 5461-5462 ; 18 février 1969, p. 5640 ; HEWITT, Steve, *Spying 101. The RCMP's Secret Activities at Canadian Universities, 1917-1997*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, p. 151.
36. HEWITT, *op. cit.*, p. 141 et p. 151-156.
37. Cité dans HEWITT, *op. cit.*, p. 151.
38. *Ibid.*, p. 154.
39. *Ibid.*, p. 152 et 154 ; EBER, *op. cit.*, p. 52-54.
40. « Former student radical takes power in Dominica », *The Toronto Star*, 2 février 2000, p. A16.